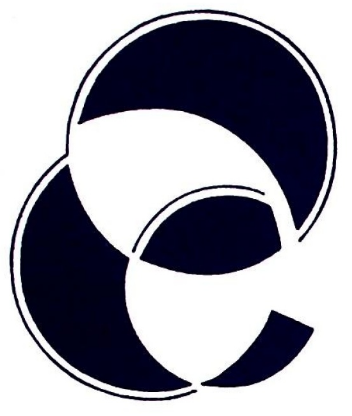


CAHIERS DU CERCLE GASTON CREMIEUX

13, rue du Cambodge - 75020 PARIS

N°11 NOVEMBRE 1996

Le Cercle Gaston Crémieux a été fondé en 1967 par : Joseph Huppert - G. Isotti-Rosowsky Claude Lanzman - Philippe Lazar - Jacques Lebar - Richard Marienstras - Léon Poliakov Oscar Rosowsky - Bernard Sarel - Rita Thalmann - Pierre Vidal-Naquet - Raphael Visocekas.

Publication semestrielle.
Prix: **15 francs.**

En guise d'éditorial

PAIX OU GUERRE ?

Vous le savez, l'engagement diasporique de notre Cercle explique que ce sont d'habitude les événements touchant directement les Juifs de France qui retiennent notre attention. Aujourd'hui, la gravité de ce qui se passe au Moyen-Orient, le souci que nous avons de la paix et du devenir du peuple d'Israël, nous font placer en tête de notre numéro les réflexions que la situation inspire. Vous trouverez ci-contre le communiqué que notre Cercle a envoyé à la presse le 3 septembre, bien avant les sanglants affrontements d'octobre. Même si les pressions américaines et européennes sur Benjamin Nethanyahou ont fini par convaincre ce dernier de reprendre des conversations avec l'Autorité Palestinienne, notre scepticisme quant à la bonne volonté israélienne dans les circonstances présentes reste grand. Il ne semble donc pas nécessaire de modifier notre position...

Et puis, vous lirez avec profit le bref reportage de Freddy Spira, membre de notre Bureau. Freddy coopère activement avec l'université palestinienne de Birzeit, qu'il assiste dans son développement et où il se rend régulièrement - ce qui lui permet un regard direct sur les choses (rappelons que Freddy nous avait déjà fourni, dans des circonstances analogues, des réflexions et un reportage de Sarajevo). Nous aimerions recevoir au journal vos réactions et vos réflexions éventuelles, qui seront discutées dans le prochain numéro.

COMMUNIQUE

VERS QUEL AVENIR ?

Quoi de surprenant si M. Nétanyahou, qui n'était pas tout à fait étranger à la meute des fanatiques exigeant qu'on condamnât Itzhak Rabin pour "complicité" avec Arafat, cherche à détourner le processus de paix des voies que la gauche lui avait tracées ("la paix en échange des territoires"), afin d'imposer une paix de vainqueurs, une paix de colonisateurs qui consacrerait le Grand Israël?

Un quadruple "non" commande en effet la politique du premier ministre israélien: non à un État palestinien, non au compromis sur Jérusalem, non au retrait du Golan, et non, enfin, à l'évacuation d'Hébron, car ce serait contrevenir à tout ce que la droite proclame depuis 1993.

Pas de surprise donc si M. Nétanyahou s'accroche à la rive droite du Jourdain (la "Judée" et la "Samarie"), s'il promet d'implanter des milliers de colons dans les territoires occupés (en ne dépensant "que" 300 millions de dollars par an pour ce faire).

Les dangers d'une politique qui vise délibérément à la confrontation sont évidents. Le Hamas et le Jihad islamique auront beau jeu de dénoncer de nouveau la "trahison" d'Arafat. Le monde assiste avec consternation au déroulement de ces événements.

Le Cercle Gaston Crémieux, depuis sa création en 1967, a pour sa part toujours soutenu les partisans d'une paix juste et négociée au Moyen-Orient. Il souhaite aujourd'hui que les Juifs de la Diaspora ne se laissent pas prendre à la rhétorique et à la politique du Grand Israël et réprouvent clairement les orientations actuelles du gouvernement israélien.

Envoyé à la presse le 3 septembre 1996.

RETOUR DE PALESTINE

Un membre du Cercle, enseignant de médecine, nous fait part de la suite de ses pérégrinations qui l'ont amené au coeur d'un conflit qui nous touche de près .

La paix au Moyen Orient, dans la coexistence entre deux entités nationales, israélienne et palestinienne, est sûrement un objectif pour lequel il vaut la peine de se battre. Aussitôt que le processus de paix a été engagé et que les accords d'Oslo ont commencé à se traduire par les prémisses de la construction d'un État palestinien, j'ai souhaité contribuer personnellement à ce mouvement. L'action politique et le soutien que l'on peut prodiguer depuis Paris ayant difficilement une traduction concrète, j'ai pensé que la meilleure contribution possible était de mettre mon savoir-faire au service des palestiniens, si bien sûr ces derniers en éprouvaient le besoin. Mon métier est d'enseigner la Santé Publique, c'est à dire la prise en charge collective des problèmes de santé, de la prévention à l'organisation du système de soins. Transférer ce type de savoir-faire a donc un sens social et politique qui correspondait bien à mon souhait de contribuer, à mon niveau, à la constitution d'un État démocratique dans la région, véritable garantie à mes yeux d'une paix durable pour les habitants d'Israël. Des contacts rapidement établis m'ont permis d'entrer en liaison avec le Département de Santé Publique de l'Université de Birzeit, située à quelques kilomètres au nord de Ramallah. Depuis une dizaine d'années, il existe dans cette université privée (subventionnée par des palestiniens des États-Unis et par certains pays du Golfe), un département de Santé Publique qui a établi des contacts avec plusieurs universités américaines et d'Europe du Nord. Son principal objectif est de contribuer au développement des centres de soins de santé primaires, c'est-à-dire à la création et au fonctionnement de dispensaires capables de prendre en charge les problèmes de santé au contact même de la population. Ce département a débuté l'enseignement d'un nouveau diplôme au mois de septembre dernier, ce qui m'a fourni l'occasion de me rendre en Palestine au cours des derniers mois.

Ma première et importante surprise fut de me trouver, du point de vue de la santé, dans un pays qui était plus proche du Sénégal, voire du Bénin, que des standards occidentaux d'Israël. En fait, la situation est encore plus complexe, puisque les pathologies que l'on rencontre en Palestine sont à la fois celles des pays en développement (maladies infectieuses et parasitaires, malnutrition, etc...) et celles des pays développés (maladies cardio-vasculaires, diabète, cancer du sein, etc...). Tant les infrastructures que le niveau de formation des personnels n'ont strictement rien à voir avec ce que l'on peut rencontrer à quelques kilomètres de là, à l'Hôpital Hadassah de Jérusalem ou à L'Institut Wiezmann à Réhovot, qui sont des lieux de référence internationale dans ces domaines.

Il m'apparut rapidement qu'en fait ceci ne faisait que refléter l'ambiguïté fondamentale de la politique israélienne menée dans les territoires occupés depuis 1967. En effet, si ces territoires ne sont occupés que de façon transitoire et s'ils sont destinés à se détacher rapidement d'Israël, on pourrait concevoir que la politique de développement de cet état ne se préoccupe pas d'améliorer leurs infrastructures et le niveau de qualification de leurs cadres. Quoique.... il s'agit d'abord d'êtres humains et leur sort ne peut laisser quiconque indifférent ! Mais si en outre, comme c'était le cas pour les dirigeants successifs d'Israël, on prétend annexer définitivement ces territoires, alors on ne peut pas comprendre la logique qui amène à les laisser dans un état de sous-développement qui, en se poursuivant, ne fait que s'aggraver et donc creuser les différences avec le reste du pays. A moins que le but de cette politique ne soit tout simplement d'éliminer physiquement les habitants de ces territoires, en les poussant à partir, en les "transportant", voire en en éliminant physiquement certains ? Ceci est d'autant plus incompréhensible que la santé n'est pas un cas unique dans l'organisation sociale et le mode de fonctionnement des territoires. Le système juridique, le système d'adduction d'eau ou l'approvisionnement en électricité et les voies de communication semblent relever du même

système. Il s'agit donc bien d'une société duale, avec des citoyens de plein droit et des citoyens de seconde zone. Comment les petits-enfants des humiliés d'hier ont-ils pu à leur tour devenir ces dominants ? Quelle est la cohérence et quelle est la finalité d'une telle politique ? En définitive, la droite israélienne n'est-elle pas en train d'oeuvrer exactement à l'encontre de ses objectifs ? Puisque nous savons qu'il est physiquement impossible d'éliminer un peuple, une nation, les répressions les plus dures ne feront qu'alimenter la volonté de résistance et d'identification à cette nation, dans les conditions les plus conflictuelles et les plus dures que l'on puisse imaginer. En définitive, on peut assez aisément entrevoir que, sur le très long terme, ce n'est pas forcément Israël qui sortirait vainqueur d'une telle confrontation !

La situation récentes dans les territoires n'était manifestement plus tenable. Si l'affaire du "tunnel archéologique" n'avait pas eu lieu, n'importe quel événement aurait mis le feu aux poudres. L'humiliation est insupportable pour ceux qui la subissent. Elle n'apporte qu'une vaine et transitoire satisfaction à ceux qui l'initient. La politique d'Israël, encore plus que celle des autres pays, a le devoir d'être juste et intelligente. Ce n'est malheureusement pas la voie qui est suivie actuellement.

■ **Freddy Spira**

NOUS SOMMES TOUS CITOYENS:

LES SANS PAPIERS

1 A PROPOS DES IMMIGRÉS

(communiqué du cercle diffusé le 10 sept.1996)

Le Cercle Gaston-Crémieux s'associe à tous ceux qui se sont solidarisés pendant l'été 1996 avec les "sans-papiers" de l'Église Saint-Bernard - et autres lieux - et qui protestent contre les méthodes employées par le Gouvernement envers les étrangers mis malgré eux en situation irrégulière par les lois Pasqua et par leurs modalités extrêmes d'application. La destruction à coups de hache de la porte de cette église témoigne de cette violence institutionnelle, qui ne respecte même plus la fonction traditionnelle de sanctuaire des lieux de culte à un moment où l'on nous rappelle par ailleurs avec une lourde insistance l'importance des racines chrétiennes de la France.

Juifs français, Français depuis plusieurs générations, enfants d'immigrés ou immigrés nous-mêmes, nous sommes bien placés pour rappeler que les faits en question sont la résurgence, actualisée, de la condition faite aux étrangers en France aux moments les plus noirs de son histoire. Que cette mémoire nous conduise à ressentir la brutalité de l'expulsion des "sans-papiers" de Saint-Bernard aussi comme une atteinte personnelle, et nous confère une responsabilité particulière dans sa dénonciation.

Faute d'imagination, de sens de la justice et d'humanité face aux problèmes majeurs auxquels est confrontée notre société (crise économique, pauvreté, exclusion, chômage, drogue, etc.), le Gouvernement se contente de recourir à une série d'expédients contradictoires, dont la mise en oeuvre, elle-même constamment retardée, conduit en fin de compte à faire usage du seul moyen qui reste à sa portée : la répression. On l'a bien vu dans le cas des "sans-papiers" : alors que, dans un esprit de conciliation, le Collège des médiateurs proposait avec réalisme d'examiner au cas par cas la situation de chacun d'eux, le pouvoir, après avoir fait mine d'accepter, a choisi de rejeter avec la violence que l'on sait cette démarche.

Le Cercle Gaston-Crémieux:

• fait siennes les propositions du Collège des médiateurs et exige leur mise en oeuvre immédiate;

• exige le respect des sanctuaires traditionnels, religieux ou laïques;

• dénonce l'utilisation injurieuse de l'expression "sans-papiers" en tant que synonyme de clandestin et/ou de délinquant;

• rappelle que la façon de se comporter vis-à-vis des immigrés caractérise fondamentalement le niveau de civilisation d'un pays et son éthique;

• rappelle les responsabilités particulières, en la matière, du "pays des droits de l'homme";

• appelle les Juifs de France a participer massivement à la journée d'action et aux manifestations du 28 septembre 1996.



Il nous a paru important de reproduire ici l'envoi, publié dans Le Monde du 1-2 septembre 1996, de Raphaël VISOCEKAS, membre fondateur de notre Cercle:

MALIENS DE 1944, MALIENS DE 1996...

Serait-il utile de rappeler aux jeunes générations qui n'ont pas connu la deuxième guerre mondiale que les Maliens ne sont pas des étrangers comme les autres? nous avons vu beaucoup de ces Maliens en France en 1944-45. avaient-ils des papiers? ce qui est certain, c'est qu'ils portaient l'uniforme de l'armée française. Pour bon nombre d'entre eux, c'est le dernier vêtement qu'ils aient porté ici-bas.

Il ressort qu'alors les z-autorités n'avaient pas considéré leur venue comme indésirable, tout au contraire: que dis-je, on s'est mis en quatre pour les faire venir. En 1943, il n'y avait pas un enthousiasme débordant au Mali (alors Soudan français) pour retourner guerroyer en métropole (beaucoup étaient partis en 14-18, beaucoup moins étaient revenus, et pas très enthousiastes).

Qu'à cela ne tienne! La gendarmerie coloniale suppléa à ce déficit d'enthousiasme en organisant dans la brousse des rafles de jeunes Noirs; dans les meilleures traditions de la traite, et amenant des "volontaires" enchaînés ou menottés. Ce n'était pas à Vincennes, naturellement, mais à Bamako ou autres lieux qu'ils se trouvèrent revêtus de l'uniforme national, en attendant de se retrouver sur quelque plage de Provence en août 1944.

Ah, comme on les aimait en ce temps-là!

Raphaël VISOCEKAS.

---

3 *Enfin, voici une réflexion de Edmond Kahn, sur le même problème:*

DROIT DU SANG?

Les affaires de justice sont bien souvent le reflet de ce qui est accepté par une société, de ce qu'elle refuse aussi. Je lis pour commencer, dans le Monde du 23 décembre 1995 que les poursuites judiciaires pour "aide au séjour irrégulier" se multiplient à l'encontre des conjoints d'étrangers dépourvus de papiers en règle. Ces actions sont destinées à déstabiliser l'entourage des étrangers qui s'opposent à une reconduite forcée vers leur pays d'origine. Le même journal le 26 novembre 1995 notait que la Préfecture de Paris contournait les lois sur l'immigration, que pour reconduire à la frontière plus d'étrangers en situation irrégulière, des responsables "oubliaient" les protections prévues par les textes en utilisant des subterfuges, au grand dam de certains magistrats et avocats. Les textes que nous dénoncions comme répressifs - les lois Pasqua - sont devenus des textes qui laissent place au droit. On se bat aujourd'hui pour leur application alors qu'il y a seulement deux ans on luttait contre elles.

En même temps, la gendarmerie manque d'obtenir le pouvoir de ficher les opinions politiques et les informations relatives aux moeurs des victimes possibles d'actes de terrorisme. Et comme nous sommes tous des victimes potentielles, le tour est joué.

Avec les lois Pasqua, j'évoquais dans le précédent numéro des Cahiers du Cercle que des parents étrangers d'enfants français seraient menacés. On a vu récemment que même un enfant français pouvait être reconduit avec sa mère. Menaces de séparation, de mise de l'enfant à l'Assistance Publique - tout était bon pour des fonctionnaires agissant dans un sentiment de bon droit, mais qui pour l'instant viennent avec stupeur d'être condamnés en justice.

La tentation pour certains est plus grande que jamais de réduire au droit du sang l'idée d'être français. Devant la crainte de voir des quantités d'étrangers se refuser à devenir français lors même qu'ils en acquièrent la nationalité, il faudrait leur signifier que le fait de l'être devenu ne suffira pas à les reconnaître pleinement, et qu'ils ont obligatoirement à faire un travail d'assimilation. On ne peut plus vouloir conserver des pratiques culturelles antagonistes à celles de la France et rester français. Que faire? Beaucoup de Juifs ont voulu s'assimiler jusqu'à l'Affaire Dreyfus ou l'arrivée de Pétain. Les Juifs allemands étaient devenus la risée du judaïsme dans leur volonté d'être comme les Allemands. Le droit du sang est un mirage qui apparaît quand des idées de pureté nationale viennent servir des intérêts économiques...

Edmond KAHN.

IN MEMORIAM

La maladie vient d'emporter brutalement deux membres de notre Cercle, qui nous manquent, et à qui nous voulons rendre hommage.

Elisabeth Gille aimait la vie. Elle est morte. Le cancer a fini par avoir raison de ses défenses. Elle faisait partie intégrante du vaste monde de l'édition, et il y avait foule l'autre jour dans le petit cimetière sur les hauts de Belleville. Nous étions quelques-uns, du Cercle, à être là. C'est que Elisabeth Gille était aussi membre de notre cercle, et fort active parmi nous avant sa maladie. Cette maladie, contre laquelle elle s'était battue de longues années durant, l'a tenue ces derniers temps éloignée de nos rencontres. Elle vivait désormais à l'économie, consacrant ses forces disponibles au métier qui était le sien et qu'elle exerçait avec passion, et à l'écriture (son avant-dernier livre, Le crabe sur la banquette arrière, a été inspiré par sa lutte pour la vie). Mais elle était des nôtres, elle restait des nôtres. Nous nous souviendrons toujours d'elle.

Marie-Ange Monchablon avait rejoint le Cercle depuis peu, après une longue quête identitaire. Nous avions le sentiment qu'elle se sentait en harmonie avec nos positions et que nous ferions un bon bout de chemin ensemble. La maladie ne l'a pas permis, qui l'a emportée en avril 1996. Deux textes de George Perec[2] ont été lus par ses proches lors de ses obsèques. En accord avec eux, nous en reproduisons ici quelques passages, en hommage à sa mémoire.

"Mes espaces sont fragiles, le temps va les user, va les détruire : rien ne ressemblera plus à ce qui était, mes souvenirs me trahiront, l'oubli s'infiltrera dans ma mémoire, je regarderai sans les reconnaître quelques photos jaunies aux bords tout cassés...

Écrire : essayer méticuleusement de retenir quelque chose, de faire survivre quelque chose. arracher quelques bribes précises au vide qui se creuse, laisser, quelque part, un sillon, une trace, une marque ou quelques signes...

J'écris parce que nous avons vécu ensemble, parce que j'ai été un parmi eux, ombre au milieu de leurs ombres, corps près de leurs corps ; j'écris parce qu'ils ont laissé en moi leur marque indélébile et que la trace en est l'écriture : leur souvenir est mort à l'écriture ; l'écriture est le souvenir de leur mort et l'affirmation de ma vie."

2 *Il s'agit d'un extrait d'Espèces d'espaces et d'un extrait de W.*

Contre la politique de Gribouille !
(et la visite Papale)

Certes, nous sommes autant préoccupés par la santé du Pape que tout le monde, mais notre compassion ne doit pas faire oublier certains aspects de ses gestes, et de ceux de notre gouvernement, dans la récente affaire du baptême de Clovis...:

La venue, fût-elle Lourdement répétitive, de Sa Sainteté sur le sol français n'a rien qui puisse choquer une âme laïque. Vis-à-vis de la République, elle devrait constituer en soi un non-évènement. Et, à Crémieux, nous avons trop le respect de la diversité culturelle pour nous en émouvoir vraiment. Ce qui pose par contre problème est l'éclat qu'ont choisi de donner les pouvoirs publics à cette visite, l'inscrivant ainsi dans l'ensemble des mesures d'ordre symbolique qui visent aujourd'hui à exalter nos "valeurs traditionnelles".

Recevoir une nouvelle fois, aux frais des citoyens d'une République qui se prétend laïque, le chef de l'Église dominante, passe encore ! Mais il se trouve que, dans le même temps, l'État nous invite à retrouver, avec la célébration du baptême de Clovis, les racines chrétiennes de la communauté nationale et à bouter hors de France, avec une énergie débridée et chaque jour plus intense, non plus l'Anglois mais - Montjoie Saint-Denis !!! - le Sarrasin et le Nègre.

Au delà de leur caractère révoltant ou pitoyable, ces manifestations de recroquevillement de la France sur elle-même, sans perception réelle de l'évolution profonde du monde et parfois dans l'esprit des pires heures de notre histoire, témoignent avant tout de l'inquiétante naïveté qui consiste à se placer sur le même terrain que le Front National pour tenter de contrecarrer la progression insidieuse de son idéologie. Qui ne voit que le FN a dès lors beau jeu de faire savoir que "l'original vaut mieux que la copie !" ?

Il est grand temps qu'une réflexion sérieuse s'instaure dans ce pays pour amorcer un changement radical de stratégie. Le Cercle Gaston-Crémieux a vocation à y contribuer avec énergie.

Philippe LAZAR.

1 *Quoique...*



1 L'AVENIR DU SOCIALISME ;

par **Robert FOSSAERT**

(Stock, 1996; 447 pages).

A l'occasion de ses rencontres sur les signes de l'appartenance, le Cercle Gaston Crémieux a eu le plaisir d'écouter Robert Fossaert et d'apprécier l'étendue de ses connaissances, la vigueur et l'humour de ses propos, mais aussi de reconnaître en lui un "camarade" très proche du Cercle par ses préoccupations et par ses ambitions pour le monde de demain. La gauche, nous l'avons encore une fois constaté, n'est pas morte malgré la sclérose de sa politique et de ses politiques. Elle a encore à faire et à dire, et Robert Fossaert y a oeuvré mieux que beaucoup comme ses ouvrages en témoignent.

Son nouveau livre clôt un cycle, le deuxième (après les six volumes de La Société, parus entre 1977 et 1983), de l'oeuvre importante de Robert Fossaert. Après L'avenir du capitalisme (Seuil, 1961), puis Le monde au XXIème siècle (Fayard, 1991), nous voici, avec L'avenir du socialisme, entraînés avec optimisme vers des jours meilleurs et, qui sait? vers une heureuse utopie, propre à nous revigorer en ces temps dits moroses. R. Fossaert nous rassure: non seulement l'Histoire n'est pas achevée, mais l'Idéologie n'est pas morte. Bien mieux, le socialisme n'a pas été épuisé par l'usage sanglant, criminel, malheureux qu'en ont fait des égarés sous la forme du socialisme d'État dans l'ex-URSS et ses satellites, en Chine, à Cuba ou chez leurs émules africains.

D'un ouvrage aussi vaste, écrit par un auteur dont la prolixité tient au bonheur d'écrire et d'abord de penser, à la vitalité, la hardiesse et la santé de l'analyse, on pouvait s'attendre à des surprises. La plus mince n'est sans doute pas celle que fait au lecteur l'apparente malice de l'auteur: après l'avoir accroché par le titre de l'ouvrage et la fresque historique des premiers chapitres sur les socialismes des 19ème et 20ème siècles, R. Fossaert nous fait attendre jusqu'aux quelque deux cent dernières pages pour évoquer directement les conditions du socialisme de demain: un lendemain qui chantera peut-être - ou pas - mais qui, en tout cas, abolira dans les 'dix quartiers" du monde les guerres, les famines, l'injustice et les inégalités les plus criantes.

La singularité et le mérite de ce livre sont, à mes yeux, de lire et d'écrire les sciences sociales par et pour le socialisme. Les sciences sociales, telles que Fossaert les décrit et qu'il en use, informent sur le socialisme, mais surtout elles l'informent, elles le nourrissent, elles lui donnent sa légitimité. A lire Fossaert, sociologie et socialisme finissent par se confondre: il ne peut y avoir d'autre pensée sur l'homme en société que socialiste.

Que sera le socialisme de l'avenir? Comment adviendra-t-il? Inutile de chercher ici la promesse d'une révolution: R. Fossaert renvoie allègrement "au grenier où sont rangés les archaïsmes socialistes, la théorie du Sud révolutionnaire par essence" qui "va rejoindre le mythe de la grève générale appelée à ruiner le capitalisme, la stratégie de la révolution permanente /.../, la proclamation du socialisme en un seul pays et les divers autres grands bonds en avant du wishful thinking. Un monde qui comportera six milliards et demi d'habitants à l'orée du 21ème siècle n'est pas métamorphosable par des slogans", écrit-il avec bon sens (p. 161). Peut-être dans quelques siècles, les classes auront-elles disparu pour faire place à "une classe unique des travailleurs-coproprietaires-citoyens-coopérateurs". Ce dont il s'agit dans un futur envisageable, c'est de "libérer les hommes de leur encagement social, sans régression vers l'état de nature, mais par une 'civilisation' en voie d'amélioration aussi soutenue que possible" (pp. 376-77). Dans l'optique de ce que R. Fossaert nomme la "socialisation", il s'agit de surmonter les impasses dans lesquelles les révolutions du 20ème siècle ont conduit le monde, d'échapper à la menace que fait toujours planer la "triste exemplarité des contre-révolutions" et de ne plus tomber dans le piège des "gestions loyales des formations capitalistes dans lequel les forces socialistes européennes se sont engluées".

Syndicats, partis, associations, R. Fossaert les voit toujours en action dans le "troisième siècle du socialisme". Mais il faudra qu'ils se rénovent, qu'ils innovent. Il n'est plus d'alternative au capitalisme, certes, mais des aménagements profonds qui humaniseront le monde et auxquels les socialistes ne pourront contribuer qu'à la condition d'être attentifs au système mondial, de fonder de puissantes organisations internationales et, surtout, d'élaborer une vision de l'avenir qui commence dès aujourd'hui, dans l'action quotidienne: gestion tempérée des migrations internationales, aménagement des territoires, équilibre villes-campagnes, reconnaissance de la place des femmes, libération des cultures, fiscalisation différenciée des vrais et des "faux salaires", voici pêle-mêle quelques-uns des projets de ce livre ambitieux mais raisonnable auquel la gauche d'aujourd'hui puisera avec profit.

Élise Marienstras.

2

Philippe LAZAR

L'ÉTHIQUE BIOMÉDICALE EN QUESTION

Editions Liana Levi 1996; 197 p.; 98 francs.

Ce n'est pas par amitié personnelle envers l'auteur que nous mentionnons ici le livre de Philippe Lazar. Cet essai est important pour tout citoyen, et plus simplement - pour tout être humain, placé (parfois malgré lui) face aux problèmes induits dans la vie quotidienne par les progrès de la recherche et par leurs retombées dans les applications médicales. Qu'est-ce qui est licite et doit être approuvé, qu'est-ce qui cesse de l'être, quels doivent être les critères de nos choix? Pour ne pas abandonner aux "spécialistes" les décisions fondamentales, pour s'informer, on doit lire ce livre dense, mais accessible.

Philippe Lazar a été parmi les créateurs du Comité consultatif national d'éthique en 1983. Rappelons qu'il a été aussi, plus de quatorze années durant, le directeur général de l'INSERM, organisme confronté quotidiennement à ce type de problèmes (et où un comité interne d'éthique avait vu le jour dès 1973). Le premier "bébé-éprouvette" français a fourni l'occasion pour la création du Comité, qui donne desormais régulièrement son avis sur les multiples questions d'actualité biomédicale. Mais on ne saurait déléguer entièrement ce type de problèmes à un aréopage de spécialistes. L'interrogation, à la fois individuelle et collective, doit nous concerner tous.

Le livre de Philippe Lazar aide à lancer le débat, pose les bonnes questions et formule quelques suggestions pertinentes. Mais il se garde bien de nous imposer des réponses et, volontairement, ne fait qu'ouvrir la discussion. Ne serait-ce que parce qu'il ne saurait y avoir de conclusions définitives dans un monde en constante évolution.

Jacques Burko

3

Pierre-André TAGUIEFF

SUR LA NOUVELLE DROITE

Descartes et Cie; 1994; 425 p.; 180 francs.

Nous avons omis au moment de sa publication de vous recommander l'important ouvrage de Pierre-André TAGUIEFF... Comme tous les essais qu'il offre, l'auteur fournit sur le sujet de son étude une information très complète et fort accessible. Dorénavant, vous ne mettrez plus dans le même sac le Front national et l'école de pensée de Alain de Benoist... bien que le lecteur peut se demander lequel vaut mieux.

N'hésitez pas à aborder la lecture de ce "pavé", il est facile d'y entrer. Notamment, les questions de race et de culture, qui agitent en ce moment notre monde politique à la suite des provocations lepénistes, telles qu'abordées par cette Nouvelle Droite, vous apparaîtront plus clairement.

Et puis, vous trouverez à la fin une bibliographie complète pour continuer vos investigations - si le coeur vous en dit.

J. B.

Comité de rédaction:
Bureau du Cercle Gaston Crémieux.
Directeur de la publication:
Henri Korn.
Secrétaire de rédaction:
Jacques Burko.
Maquette et impression:
Phénix Imprimerie, Narbonne.

Les auteurs sont responsables des textes signés.

N° ISSN: en cours.



Chers Amis, un peu d'attention!
Les recettes que vous trouvez dans ce bulletin sont authentiques, éprouvées et, suivies fidèlement, donnent une complète satisfaction aux convives.

BORSHTCH

(une des innombrables recettes...)

Pour 8/10 personnes, il vous faut:

-Viande de boeuf (comme pour le pot au feu: paleron, poitrine, etc.): 1,5 kg.
Jambon salé: 0,5 kg. Os à moelle.
-Eau: 3 litres.
-Deux grosses betteraves rouges (crues, de préférence);
-Un chou blanc
-2 gros oignons, une gousse d'ail
-Un bouquet garni (carottes, navets, poireaux, céleri, persil...)
- Feuille de laurier, sel, poivre
-Jus de citron (quantité selon goût)
-Quelques champignons séchés (cèpes, ou bolets...)
-3 grosses carottes
-5 tomates assez grosses, ou une boite de pulpe de tomate.
-250 g. de crème épaisse
-Un yaourt
-Une branche d'aneth
-4 grosses pommes de terre, fermes à la cuisson
-Beurre ou huile
-Facultatif: une poignée de raisins secs

1. Faites bouillir à petits bouillons dans une cocotte la viande+jambon dans 2,5 litres d'eau (départ à froid), avec laurier et bouquet garni, sel et poivre. Écumez soigneusement à plusieurs reprises, mais ne dégraissez pas le bouillon. Disons, une heure...

2. Pendant ce temps, hachez fin oignons et ail, faites revenir dans une poêle profonde au beurre ou à l'huile (ça, c'est votre degré de liberté...), sans brunir. Ajoutez-y les betteraves crues pelées et coupées en petites lanières, et un peu d'eau. Faites mijoter à petit feu, pour que les betteraves lâchent leur jus et cuisent.

3. Et pendant que vos deux feux travaillent, vous hachez finement votre chou blanc, comme pour une choucroute, et coupez les carottes en petites lamelles.

4. Là, vous sortez du bouillon votre viande cuite, la réservez sur un plat, et tamisez le bouillon pour le clarifier et pour ôter le laurier et le bouquet (jetez les legumes, ils seraient vraiment trop cuits si vous les laissiez plus longtemps). Nettoyez la cocotte, reversez-y le bouillon, ajoutez le contenu de la poêle, puis le chou, les carottes, les champignons secs, les raisons secs. On peut remettre à ce stade des poireaux et des navets crus, si vous aimez les trouver dans votre assiette.

5. Pressez vos tomates pour en extraire le jus et ajoutez-le dans la cocotte (on peut aussi mixer les tomates pelées et mettre la pulpe, ou prendre une boite de pulpe de tomates). Ajoutez les pommes de terre (pelées). Ajoutez l'aneth ciselé.

6. Coupez la viande en petits cubes, remettez-la dans le bouillon.

7. Faites cuire à petits bouillons jusqu'à ce que les pommes de terre soient cuites.

8. Acidulez au jus de citron, rectifiez sel et poivre.

9. Servez très chaud et mettez un peu de crème aigre[3] dans chaque assiette.

3 *Il suffit de prendre la veille un pot de crème et de la melanger avec un yaourt. Laissez dans un endroit chaud jusqu'au moment d'utilisation.*

MICHEL WIEVIORKA

Nous avons demandé à notre ami et "compagnon de route", le sociologue Michel WIEVIORKA, de réfléchir aux problèmes que l'extrême-droite induit dans notre société. Vous avez l'exclusivité de cette réflexion:

Quelques remarques sur le présent et l'avenir de l'extrême-droite en France

1- Rappelons en guise d'introduction un événement qui ne relève en fait pas seulement du seul registre de l'anecdote. En juin 1996, en plein Euro 96 de football, le président du Front national s'en prenait à plusieurs membres de l'équipe française qui lui semblaient ne pas savoir, ou ne pas vouloir chanter la Marseillaise et en définitive, ne pas vraiment représenter la France. Ses déclarations, réitérées, s'inscrivaient dans une conjoncture marquée par deux autres événements importants. D'une part, le Front national venait d'obtenir de la justice qu'elle sanctionne des journaux où son parti avait été qualifié de raciste et d'extrême-droite; et d'autre part, il venait d'effectuer une percée lors des élections des représentants de locataires dans une trentaine d'organismes HLM. Le président du Front national, en mettant en cause l'identité de l'équipe de France de football, en trouvant "artificiel de faire venir des joueurs de l'étranger et de les baptiser équipe de France" n'a vraisemblablement commis ni erreur ni maladresse, même si beaucoup de commentaires ont alors parlé de dérapage, et si la presse a eu l'impression qu'une fois énoncée sa critique, il était revenu sur elle en tentant, comme a dit Libération (mardi 25 juin 1996) "une laborieuse marche en arrière".

2- Sa démarche, en effet, doit plutôt être comprise comme inscrite dans un double processus, de racialisation de la société française, et de banalisation de cette racialisation.

Dire de la société française qu'elle se racialise, ce n'est pas seulement dire que le racisme s'y déploie, de manière sans cesse plus visible; c'est constater que ce déploiement s'effectue dans un contexte plus large où toutes sortes de groupes se définissent et en définissent d'autres en termes de race, parfois de manière péjorative, mais pas nécessairement. Ainsi, aujourd'hui, de nombreux jeunes se disent "blacks", ou se revendiquent d'une identité ethnique ou religieuse qui inclut explicitement des références à la race, pour eux-mêmes et, simultanément, pour d'autres. De façon très générale, le terme même de race, si longtemps presque tabou pour rendre compte de la diversité sociale, a gagné un terrain considérable. Jusqu'à ces dernières années, l'idée de race humaine était rejetée en France, bien plus que dans d'autres pays, et en particulier dans le monde anglo-saxon, pour trois types de raisons, historiques, scientifiques et politiques, qui renvoient toutes en définitive à l'idée d'une culture politique réticente à l'usage explicite et public de la notion. D'une part, historiquement, le terme est associé à la barbarie nazie, et donc à une représentation forte du mal absolu; de plus, il renvoie à un passé colonial, et la décolonisation a impliqué son affaiblissement; d'autre part les scientifiques, à commencer par les généticiens, expliquent de manière très démonstrative que la notion de race ne fait pas sens pour eux, puisque la distance génétique entre deux supposées races n'est guère différente de celle qui sépare deux personnes appartenant à une même supposée race. Enfin , et surtout, la notion de race est étrangère aux valeurs politiques dominant en France, du moins dans leurs composantes républicaines et démocratiques, qui ne veulent →

reconnaître que des individus dans l'espace public, au point qu'un colloque a été organisé en 1992 pour s'interroger sur la pertinence de la présence du mot "race" dans la Constitution, avec l'idée, expliquent les organisateurs du colloque, que cette présence exerce des "effets de légitimitation inverses de ceux voulus par la loi fondamentale de la République"[4] .

Mais les tabous qui rendaient la banalisation ou le retour de l'antisémitisme improbable ne cessent d'être mis en cause, le racisme progresse, y compris sous des formes scientifiques, comme on le constate encore plus nettement aux États-Unis, où le livre The Bell Curve, qui prétend apporter la démonstration de la supériorité intellectuelle des blancs sur les noirs, est un best seller; et la culture politique républicaine et démocratique est singulièrement malmenée. La France est un pays où désormais le terme de race est couramment usité, par exemple dans les médias ou dans le discours des hommes politiques. Il ne renvoie pas pour autant, ou pas nécessairement, à du racisme, et peut-être peut-on considérer que de ce point de vue, notre pays s'américanise, c'est-à-dire commence à parler de race pour désigner des groupes sociaux qui eux-mêmes se représentent en termes de race sans pour autant qu'il y ait affirmation d'une supériorité biologique, et à la limite pour demander plutôt qu'on prenne à bras-le-corps la question du racisme. Est-ce être raciste que de constater que dans la vie courante, la perception des personnes s'opère de plus en plus en termes de race, que les relations sociales sont souvent vécues dans les mêmes termes, et donc que la race est une construction sociale à laquelle adhèrent de plus en plus de personnes? L'universitaire américain qui étudie et professe les relations de race (race relations) est-il plus raciste que son collègue français qui traite du racisme? Est-il possible de maintenir des positions morales politiques et intellectuelles hostiles à tout emploi du mot race lorsque la tendance générale de la société va dans un sens opposé?

La question est d'autant plus délicate que le Front national, lui, ne semble pas hésiter. Dans sa rhétorique, en effet, l'identité nationale est quasiment une essence, la nationalité s'hérite, la nation est enracinée dans un long passé historique qui a presque force biologique. La racialisation de la société française, de ce point de vue, est un processus qui s'inscrit sans problème dans la logique politique générale de ce parti qui prône la "préférence nationale", et qui a intérêt à ce que des critères clairs permettent de bien établir qui peut véritablement bénéficier de cette préférence. Encore faut-il, dans sa perspective politique, que cette racialisation ne soit pas associée à des images scandaleuses, où le Front national enfourcherait un cheval de bataille répugnant et contraire aux idées acceptables. En ce sens, ce parti a besoin de marcher sur deux jambes, de contribuer à la progression du thèmede la race, mais d'apparaître lui-même comme singulièrement respectable, ce qui implique la banalisation du thème.

3- Dans la montée contemporaine du racisme, tel que le Front national le capitalise et l'informe tout à la fois, un phénomène capital mérite toute notre attention. Il s'agit de la rencontre de deux formes élémentaires du mal, qui étaient jusque là totalement séparées. Dans la France des années quatre-vingt, en effet, le Front national mettait en forme, sur un mode idéologico-politique, des peurs, des affects, des préjugés, des stéréotypes où le racisme occupait une place centrale. Mais il n'était pas le vecteur concret de ces peurs, affects, préjugés ou stéréotypes, et la discrimination et la ségrégation raciales, notamment dans l'emploi et le logement, s'opéraient en quelque sorte de leur côté, sans liens avec le Front national. On pouvait certes constater que des employeurs faisaient connaître, y compris à l'ANPE, leur désir de n'embaucher que des "B.B.R." (Bleu-Blanc-Rouge - façon codée de tenir les populations issues de l'immigration à l'écart de l'emploi), mais dans l'ensemble, le Front national

4 *Présentation des actes du colloque, "Sans distinction de ... race", Mots, n°33, déc. 1992, p.6*

ne pouvait apparaître comme un vecteur du racisme pratique.

Mais en très peu de temps, tout ceci a changé. Le Front national a conquis trois municipalités aux élections municipales de 1995, et siège dans de nombreuses autres; il a des représentants dans plusieurs Conseils régionaux, ce qui lui donne un rôle politique considérable; il a une stratégie explicite d'institutionnalisation, qui passe par la création de syndicats, comme dans la police, par la présence, déjà signalée dans les organismes HLM, et par une pénétration déjà ébauchée, ou qui pourrait s'effectuer très vite dans le domaine de l'école, à l'université, dans certaines entreprises publiques, etc. En s'institutionnalisant, le Front national se donne les moyens d'être l'opérateur politique d'une rencontre entre un racisme idéologique, dont ses animateurs sont le vecteur, un racisme de préjugés et d'opinion, qu'il capitalise depuis longtemps, et un racisme pratique, qui n'était pas jusque là dans son espace d'action.

4- Depuis plusieurs années, on observe en matière d'antiracisme deux phénomènes, analytiquement distincts même s'ils sont parfois portés par les mêmes personnes. D'une part, en effet, se déploie une critique de l'antiracisme, accusé de faire le jeu de ce qu'il dénonce, d'alimenter la montée du racisme, de contribuer par son ignorance des vrais problèmes de la population à l'exaspération de ceux pour qui le racisme est la conséquence d'une triple crise, sociale, politique et culturelle; et parfois même il lui est reproché d'être ou d'avoir été, à la grande époque de SOS Racisme, un thème instrumentalisé à des fins politiques confinant au cynisme. Et d'un autre côté s'exprime, de mille et une manières, le sentiment d'une urgence à faire reculer le Front national, à le combattre, à traduire le "Ras l'Front" en idées et en actes. Le débat semble ici toujours aboutir à des constats sinon d'impuissance, du moins de grande difficulté. Faut-il interdire le Front nationaldans les médias, ne pas lui laisser d'espace médiatique, quitte à en faire un martyr? Faut-il lui barrer la route politiquement, à l'aide d'un "Front républicain", quitte alors à minimiser l'opposition droite/gauche alors même que de bons esprits expliquent que c'est dans la vitalité de cette opposition que peut venir le recul du Front national? La vérité est que le Front national semble jusqu'ici se jouer de ces débats. Il semble n'avoir été affecté réellement ni par l'éventuelle ouverture des médias, ni par leur éventuelle fermeture; et la formation d'un Front républicain, lorsqu'elle est à l'ordre du jour, le pose en alternative d'une classe politique unifiée, et caractérisée alors par ce qui rapproche les partis qui la composent et non par ce qui les distingue - ce qui facilite le discours populiste où le Front national dénonce l'ensemble des partis en place, ce qu'il appelait dans un passé récent, et avec quelque écho, "la bande des quatre".

La montée en puissance du Front national, dont il est confirmé par une étude du CEVIPOF que ses électeurs eux-mêmes le perçoivent bien comme un parti d'extrême-droite[5] , est un phénomène politique, et par conséquent opère dans un espace qui a pour vocation à assurer la prise en considération de toutes sortes de significations sociales, culturelles ou autres. Son éventuel déclin - qui pourrait avoir pour contrepartie paradoxale une montée en puissance d'un racisme plus sauvage, plus violent, car non subordonné à une stratégie de respectabilité - passe par la capacité des autres acteurs du système politique à répondre aux attentes et demandes d'un électorat qui n'est pas exclusivement mobilisé par la thématique raciste du Front national, ou qui pourrait s'en écarter si d'autres perspectives s'ouvrait à lui. Ce qui peut nous aider à comprendre les principales limites de l'antiracisme récent, mais aussi de sa critique: elles tiennent au fait qu'ils se sont à bien des égards substitués à une action politique, qu'ils en ont pris les formes ou l'état d'esprit sans pour autant embrayer sur un pratique inscrite dans la vie de partis ou de forces institutionnalisées. Les intellectuels qui

5 cf. Libération, 22 juillet 1996.

→

entendent faire reculer le Front national ont trop souvent procédé à des injonctions incantatoires, tournées notamment (mais pas seulement) vers le Parti socialiste, ils ont trop souvent voulu faire de la politique sans en payer le prix - entrer dans un parti ou une organisation - ils sont intervenus dans le jeu politique sans y être véritablement inscrits, alors que le combat contre le Front national, s'il comporte des dimensions éthiques ou morales, devrait être un combat avant tout politique, et risque de devenir contre-productif s'il est porté par des intellectuels sans bases politiques, et dont les appels à la raison, ou à l'éthique risquent d'apparaître disjoints aussi bien d'une quelconque responsabilité, que d'une capacité à entraîner la conviction.

5- Les idées du Front national se diffusent, ou sont diffuses dans la société française, bien au-delà du seul électorat de ce parti. Le thème de la "préférence nationale", en particulier, occupe un espace considérable, perceptible dans tous les domaines de la vie sociale, à commencer par l'emploi et le travail, ou le logement. Quand le chômage, l'exclusion et la précarisation sont à l'ordre du jour, quand l'accès au logement est problématique, difficile, quand la vie urbaine tend à se racialiser, l'idée d'une priorité qu'il faudrait accorder aux nationaux fait son chemin, y compris chez des personnes qui par ailleurs votent à gauche ou appartiennent à des syndicats et des associations respectables. Cette idée se transcrit déjà constamment en pratiques concrètes, sur le terrain: discrimination à l'embauche, dans l'accès au logement social par exemple. Elle commence à s'institutionnaliser, sur un mode xénophobe, avec les mesures qui frappent depuis 1995 certains médecins étrangers. Si elle doit un jour se transcrire en pratique officiellement reconnue ou tolérée, elle devra alors être amendée ou plus exactement reformulée, et dans un sens particulièrement dramatique. En effet, le qualificatif de "nationale" renvoie à une définition administrative qui ne correspond pas à l'ensemble de ceux que vise le projet de préférence auquel il est appliqué, puisqu'on peut être issu de l'immigration maghrébine, africaine ou autre, et français. Or il est clair que le problème, pour ceux qui veulent promouvoir une "préférence", est vécu par eux en termes d'immigration, voire de race, et non dans les catégories administratives de la nationalité. Dès lors, on voit bien où peut conduire le projet de systématiser et d'officialiser la "préférence nationale": à mettre en cause rétroactivement l'appartenance à la nation et la citoyenneté de ceux qu'il s'agit de mettre à l'écart ou de discriminer alors même qu'ils sont Français. On n'en est pas là, mais il faut s'inquiéter de voir progresser, bien au-delà du Front national, une idée qui demeure ambiguë dans sa formulation, et qui pourrait, si elle devait être officialisée, nous ramener aux pires pratiques de Vichy

Mais terminons sur une note sinon optimiste, du moins moins pessimiste. Si l'on considère l'Italie, on constate en effet qu'un parti d'extrême-droite, le MSI, a effectué un réel aggiornamento pour devenir un parti de droite moins extrême, et certainement moins tentée par les pires dérives du racisme et de la xénophobie. En France, où le poids électoral du Front national risque d'en faire l'objet de sollicitudes et de tentations pour la droite classique lors des prochaines consultations, il ne faut pas exclure un scénario à l'italienne, dans lequel le Front national, pour mieux assurer un ancrage dans sa famille politique, se délesterait de ses aspects les plus scandaleux, les plus liés aussi à la personnalité et au passé de son principal dirigeant actuel. C'est aussi ainsi qu'il faut interpréter l'effort récent de ce parti pour se débarrasser de son image d'extrême-droite. Mais de même que tous les partis communistes, dans le monde, ne sont pas capables d'opérer une mutation de type social-démocrate, de même rien ne dit que le Front national soit en posture de se transformer en force politique institutionnalisée. Il faudra vraisemblablement attendre, pour y voir clair, que la relève de ses dirigeants actuels soit assurée.

■ **Michel Wieviorka**